

collection
KAIROS

Thomas De Koninck
Jean-François de Raymond



Série *Travaux communs*

Beauté oblige

Écologie et dignité

Manifeste



Suivi de la traduction anglaise
Beauty Obliges



Beauté oblige
Écologie et dignité

Manifeste

SUIVI DE LA TRADUCTION ANGLAISE

Beauty Obliges
Ecology and Dignity

Collection *Kairos*

Le mot grec *kairos* désigne l'aptitude à saisir l'occasion opportune pour une action efficace dans le maquis des circonstances, à la lumière du raisonnement et du savoir. De là le nom de cette nouvelle collection signifiant l'intervention de la philosophie dans le discernement des enjeux fondamentaux de notre temps, et dans la tentative de répondre aux problèmes cruciaux, tant théoriques que pratiques, qui se posent aujourd'hui avec une acuité croissante. Créée par la Chaire La philosophie dans le monde actuel, la collection *Kairos* comprend deux séries, Essais et Travaux communs, qui ont pour objectif de stimuler notre réflexion sur les finalités du savoir, de l'agir et de la vie en commun.

DANS LA COLLECTION

Série *Essais*

Le corps intelligent

Gabor Csepregi

Morale contextuelle

Mark Hunyadi

Philosophie de l'éducation pour l'avenir

Thomas De Koninck

Amour et fragilité

Gaëlle Fiasse

À quoi sert la philosophie ?

Thomas De Koninck

Série *Travaux communs*

Le montage des identités

Sophie-Jan Arrien et Jean-Pierre Sirois-Trahan (dir.)

Pratique et langage. Études herméneutiques

Simon Castonguay et Cyndie Sautereau (dir.)

Penser les institutions.

Une introduction aux défis contemporains de la philosophie politique

Dave Anctil, David Robichaud et Patrick Turmel (dir.)

L'enseignement de la philosophie au cégep.

Histoire et débats

Sous la direction de Pierre Després

Thomas De Koninck
Jean-François de Raymond

Beauté oblige

Écologie et dignité

Avec la collaboration de

Warwick Vincent, Marcel Babin, Rodolphe De Koninck,
Caroline Gravel, Stéphanie Grimard, Jean-Philippe Curodeau



**Presses de
l'Université Laval**

Financé par le gouvernement du Canada
Funded by the Government of Canada

| **Canada**

Nous remercions le Conseil des arts du Canada de son soutien. L'an dernier, le Conseil a investi 153 millions de dollars pour mettre de l'art dans la vie des Canadiennes et des Canadiens de tout le pays.

We acknowledge the support of the Canada Council for the Arts, which last year invested \$153 million to bring the arts to Canadians throughout the country.



Conseil des arts
du Canada

Canada Council
for the Arts

Les Presses de l'Université Laval reçoivent chaque année de la Société de développement des entreprises culturelles du Québec une aide financière pour l'ensemble de leur programme de publication.

SODEC

Québec 

Maquette de couverture : Laurie Patry

Mise en pages : Diane Trottier

Illustration de la couverture : Michel Thibert

© Presses de l'Université Laval. Tous droits réservés.

Dépôt légal 4^e trimestre 2018

ISBN 978-2-7637-4152-9

PDF 9782763741536

Les Presses de l'Université Laval

www.pulaval.com

Toute reproduction ou diffusion en tout ou en partie de ce livre par quelque moyen que ce soit est interdite sans l'autorisation écrite des Presses de l'Université Laval.

*C'est poétiquement que l'être humain
habite sur cette terre¹.*

(Dichterisch wohnet der Mensch auf dieser Erde)

-
1. Friedrich Hölderlin, « En bleu adorable », dans *Œuvres*, sous la direction de Philippe Jaccottet, Paris, Gallimard, Bibliothèque de la Pléiade, 1967, p. 939 sq.

Table des matières

Collaborateurs et premiers cosignataires	9
I. La crise écologique et la nouvelle ignorance	13
<i>La dignité</i>	16
<i>La beauté qui nous est confiée.</i>	23
<i>Le crime de la nouvelle ignorance</i>	24
II. Propositions pour une « riposte efficace et progressive »	31
<i>Mesures politiques</i>	32
<i>Mesures dans la vie économique et sociale</i>	34
<i>Mesures dans la vie politique locale.</i>	35
<i>Mesures dans l'éducation.</i>	36
Conclusion	39

Beauty Obliges 41

I. The ecological crisis
and the new ignorance 47

Dignity 50

The beauty confided to us 57

The crime of the new ignorance. 58

II. Propositions for an “effective and
progressive response” 65

Political measures. 66

Economic and social life. 68

Local, political life 69

Educational measures 70

Conclusion 73

Collaborateurs et premiers cosignataires

Collaborateurs

Warwick Vincent (titulaire de la Chaire de recherche du Canada sur les études des écosystèmes aquatiques), Marcel Babin (co-directeur scientifique de Sentinelle Nord, titulaire de la Chaire d'excellence en recherche du Canada sur la télédétection de la nouvelle frontière arctique du Canada), Rodolphe De Koninck (titulaire de la Chaire de recherche du Canada en études asiatiques, spécialiste des enjeux environnementaux et de l'écologie politique), Caroline Gravel, Stéphanie Grimard, Jean-Philippe Curodeau (étudiantes et étudiant gradués en philosophie à l'Université Laval).

Premiers cosignataires

Paule Halley (titulaire de la Chaire de recherche du Canada en droit de l'environnement et spécialiste de la protection de l'Arctique), Natasha Kanapé Fontaine (poète, artiste multidisciplinaire et militante, Nation Innu), Hubert Reeves (astrophysicien, président de l'association Humanité et

Biodiversité de 2001 à 2015 et président d'honneur depuis 2015), Jean Jouzel (climatologue, vice-président du groupe scientifique du GIEC de 2002 à 2015), Jean-Louis Étienne (explorateur et médecin), Vittorio Hösle (éminent philosophe, notamment spécialiste de la crise écologique), Yves De Koninck (codirecteur scientifique de Sentinelle Nord, titulaire de la Chaire de recherche du Canada sur la douleur chronique et les troubles cérébraux associés), Françoise Morin (anthropologue, notamment spécialiste des autochtones de l'Amazonie), Bernard Saladin d'Anglure (ethnologue, spécialiste mondialement réputé de la culture Inuit, Fondateur de la revue *Études Inuit Studies*, Lauréat du Prix de la recherche scientifique sur le Nord), Jean Désy (médecin, poète et écrivain de marque, témoin de « la formidable dignité des Inuit du Grand Nord québécois »), Thierry Rodon (titulaire de la Chaire sur le développement durable du Nord, possédant une vaste expérience de travail avec les communautés autochtones), Lisa Koperqualuk (anthropologue, vice-présidente aux affaires internationales du Inuit Circumpolar Council Canada, cofondatrice et ancienne présidente de Saturviit, l'Association des Femmes Inuit du Nunavik), Yvan Pouliot (spécialiste de la biotechnologie qui a réalisé des études en agroalimentaire et en environnement

pour le compte de différents ministères et institutions), Kristina Sehlin Macneil (post-doctorante à l'Université d'Umeå en Suède; spécialiste des conflits entre les industries extractives et les peuples autochtones), Niila Inga (militant environnemental, président de la communauté d'élevage de rennes Sami Laevas), Georges Leroux (professeur émérite de philosophie à l'UQAM, renommé pour ses engagements dans la cité), Nancy Bouchard (directrice du Groupe de recherche sur l'éducation éthique et l'éthique en éducation [GRÉE] à l'UQAM), Luc Langlois (doyen de la Faculté de philosophie de l'Université Laval, 2002-2010; réélu doyen en 2018), Victor Thibaudeau (doyen de la Faculté de philosophie de l'Université Laval de 2010 à 2018), Gina Muckle (vice-doyenne aux études de la Faculté des sciences sociales de l'Université Laval, spécialiste des déterminants de la santé et du bien-être des Inuit), Benoît Dubuc (spécialiste de l'éducation et de la formation des professeurs dans les écoles Montessori), Jean-Charles Piétacho (grand défenseur des causes environnementales, notamment d'Anticosti, Chef de la communauté innue d'Ekuanitshit depuis 1991).

Pour la suite des signatures, prière de consulter :
<http://www.philomondeactuel.chaire.ulaval.ca>

I

La crise écologique et la nouvelle ignorance

Sommes-nous suffisamment conscients de la détérioration sans précédent de l'état de notre maison commune, fragilisée par les perturbations climatiques, et de « la menace immédiate et potentiellement irréversible pour les sociétés humaines et la planète », dont les conséquences entraînent l'insécurité, les mouvements de réfugiés, des pertes et des préjudices définitifs, et qui constitue « un sujet de préoccupation pour l'humanité tout entière¹ » ? Ce qui est gravissime, c'est le pillage des ressources vivantes, la perte de la biodiversité et l'asservissement excessif des espaces naturels (ou écosystèmes). Il est désormais acquis que l'être humain est la principale cause du réchauffement planétaire, notamment depuis la

1. Accord de Paris : Projet de décision/COP21.

révolution industrielle; à cela s'ajoute le fait que l'humanité n'a jamais autant pollué que depuis le début du XXI^e siècle, comme l'a établi le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) et comme s'en alarment plus de 15 000 scientifiques de 184 pays signataires d'une « Mise en garde des scientifiques du monde entier à l'humanité », publiée en décembre 2017 dans la revue *BioScience*². Il n'est pas inutile de relever que leur avertissement faisait écho à une mise en garde analogue rendue publique vingt-cinq ans plus tôt, en 1992, qui incluait la signature d'une majorité des récipiendaires du prix Nobel alors vivants.

Pour la première fois dans l'histoire – avant la défection récente des États-Unis – un accord avait pourtant fait l'unanimité mondialement: tous les pays, « toutes les parties », et non plus seulement les pays industrialisés, se sont engagés à des politiques de lutte contre le changement climatique lors de la XXI^e séance de la Conférence des parties sur le climat (COP21), tenue en décembre 2015 à Paris sous l'égide de l'ONU. La COP21 a marqué historiquement la convergence multilatérale des États du monde: elle a décidé de limiter la hausse des

2. Cf. « World Scientists' Warning to Humanity: A Second Notice », dans *BioScience*, vol. 67, n° 12, 1^{er} décembre 2017, p. 1026-1028.

températures en deçà du seuil critique de 2 degrés Celsius et d'atteindre un équilibre entre les émissions dues aux activités humaines et celles absorbées par les puits de carbone : forêts, océans ou techniques de captage de CO₂. L'océan, en particulier, est un puits de carbone majeur pour la planète, surtout les eaux froides polaires dans lesquelles le CO₂ est plus soluble – mais de moins en moins, avec leur acidification par le CO₂.

Le temps est venu de passer à l'action. Deux faits enjoignent tout spécialement le Canada et ses institutions à veiller à la survivance de la planète et à jouer le rôle de sentinelle pour l'humanité entière ; c'est ce qui a inspiré, de notre part, la tenue d'un important colloque international et transdisciplinaire à l'Université Laval à l'automne 2017, dont les Actes paraîtront prochainement. Il s'agit de : a) sa contribution majeure à l'adoption par l'Assemblée générale des Nations Unies (en 2005) du principe de « La responsabilité de protéger » comme fondement de l'action collective ; b) sa position géographique privilégiée aux avant-postes de la zone Nord, qui est particulièrement affectée par les conséquences des transformations du climat et de la fonte des glaces sur toute vie humaine, animale, végétale – et microbienne, la flore microbienne étant, on le sait, à la base de la chaîne alimentaire.

Il est bien établi, de surcroît, que le réchauffement du climat induit par les gaz à effet de serre est amplifié aux hautes latitudes nordiques. Rien d'étonnant dès lors à ce que l'observation du Nord permette de mieux anticiper ce qui attend le reste de la planète.

La dignité

Nous proposons la dignité à titre de nouveau paradigme pour penser, orienter et imprégner les actions visant à préserver les écosystèmes mondiaux et à assainir les relations humaines concernées, car la dignité est la cause la plus fondamentale de toute action d'aide et parce que le respect de « la dignité inhérente à tous les membres de la famille humaine », telle qu'énoncée dans la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948, appelle au respect de notre *oikos* (« habitat ») auquel renvoie le mot « écologie », bref de notre « maison commune ». Il s'agit aussi d'éveiller encore davantage à notre dignité d'agents libres, en vertu de laquelle nous avons à répondre de nos choix et de nos actes. Ceux-ci affectent tant la nature qu'autrui, à commencer par celles et ceux qui sont les plus immédiatement exposés à la grave dégradation actuelle du Nord, notamment les autochtones du

Canada. Nous osons penser en outre que la sagesse des peuples autochtones, qui témoigne de la dignité de la nature elle-même, nous invite à redéfinir les rapports de l'être humain à son environnement et à dépasser le paradigme technocratique trop souvent dominant, au service de l'utopie de l'immédiat. On découvre ainsi trois acceptions distinctes à la dignité : celle d'autrui « du seul fait qu'il est humain » (Ricœur³) ; celle d'agents libres ; et celle de la nature.

C'est Emmanuel Kant qui semble avoir le mieux défini la dignité à l'époque moderne, en précisant, par exemple, que

[...] ce qui constitue la condition qui seule peut faire que quelque chose est une fin en soi, cela n'a pas seulement une valeur relative, c'est-à-dire un prix, mais une valeur intrinsèque, c'est-à-dire une *dignité* [...] Les êtres raisonnables sont appelés des *personnes*, parce que leur nature les désigne déjà

3. Paul Ricœur, « Pour l'être humain du seul fait qu'il est humain », dans Jean-François de Raymond (direction), *Les enjeux des droits de l'homme*, Paris, Larousse, 1988, p. 235-236 ; il s'agit, ajoute Ricœur, d'« une exigence plus vieille que toute formulation philosophique ». Cf. Thomas De Koninck, *De la dignité humaine*, Paris, Presses Universitaires de France, 1995 ; repris dans la collection Quadrige en 2002 ; disponible sur Internet parmi Les Classiques des sciences sociales. Voir en outre *La dignité humaine. Philosophie, droit, politique, économie, médecine*, coordonné par Thomas De Koninck et Gilbert Larochelle, Paris, Presses Universitaires de France, coll. « Débats philosophiques », 2005.

comme des fins en soi, autrement dit comme quelque chose qui ne peut pas être employé simplement comme moyen, quelque chose qui par suite limite d'autant notre faculté d'agir comme bon nous semble (et qui est un objet de respect). Ce ne sont donc pas là des fins simplement subjectives, dont l'existence, comme effet de notre action, a une valeur *pour nous* : ce sont des *fins objectives*, c'est-à-dire des choses dont l'existence est une fin en soi-même, et même une fin telle qu'elle ne peut être remplacée par aucune autre [...]»⁴.

On le voit, c'est la réduction au statut de moyen que Kant rejette ainsi avec vigueur, à très juste titre. Cela s'applique à l'être humain certes en tout premier lieu, mais en outre évidemment à tout ce qui mérite respect, y inclus la nature. La dignité s'offre de la sorte comme un horizon de convergence. Il nous semble en effet que réévaluer les problématiques complexes du Nord en mutation à la lumière de l'exigence du principe de dignité permet une meilleure intégration des savoirs et des solutions envisageables.

4. Emmanuel Kant, «Fondements de la métaphysique des mœurs», deuxième section, traduction de Victor Delbos, revue et annotée par Ferdinand Alquié, dans Emmanuel Kant, *Ceuvres philosophiques II*, Paris, Gallimard, Bibliothèque de la Pléiade, 1985, p. 301-302 (AK IV, 434-435).

Le défi que nous avons à relever – comme tant d'autres plus que jamais à notre époque – est *complexe*. Autrement dit, il est *concret*, mot dont l'étymologie est révélatrice; *concrescere* signifie « croître ensemble ». L'arbre concret ne saurait être réduit au tronc, aux branches, aux feuilles, mais c'est tout autant la sève, l'eau, la lumière, sa croissance, la solidarité de la forêt et ainsi de suite. Ne considérer que l'un ou seulement quelques-uns de ces aspects de manière isolée est aussitôt abstrait et du même coup fallacieux. L'erreur dont il faut se garder avant tout, ici encore, est celle qu'a su admirablement dénoncer le grand philosophe anglo-américain A. N. Whitehead sous l'appellation *The Fallacy of Misplaced Concreteness*⁵, « le paralogisme du concret mal placé », ou encore « la localisation fallacieuse du concret ».

En d'autres termes, le défi c'est le tout. Pour peu que l'on s'interroge sur l'être humain, par exemple, en faisant le tour d'une institution du savoir, telle une université, pour trouver des réponses, chaque discipline sans exception donnera de l'information essentielle à la compréhension de l'être humain, certes, mais leur juxtaposition ne

5. Alfred North Whitehead, *Science and the Modern World* (Cambridge: Cambridge University Press, 1926), 51.

saurait suffire. Il faut un principe unificateur qui nous permette de les intégrer toutes. Comment éviter une simple juxtaposition, un émiettement sans résolution ? Or, justement, le principe unificateur que nous proposons est celui de dignité.

En notre qualité d'universitaires et de chercheurs, de décideurs, de représentants de tous les âges, fidèles à la responsabilité de protéger dont il est ici question, *nous appelons* toutes les compétences et les bonnes volontés à la prise de conscience de cette réalité. Il est urgent de provoquer un sursaut, et d'agir maintenant, là où nous sommes, en prenant des mesures appropriées dans nos pays et dans l'ordre international auquel nous appartenons, afin d'infléchir le cours de cette dégradation et d'assurer la dignité de tous dans la sécurité. *Nous appelons* à une vision élargie à l'ensemble de la planète et au long terme, qui considère que le droit à la vie oblige absolument (Déclaration universelle des droits de l'homme, 1948, Article 3). Que peut-on désigner de plus universel que le soin de l'air et de l'eau, par exemple ?

On ne saurait mieux résumer la situation actuelle que dans les mots qui suivent :

Le véritable problème c'est la façon dont les humains occupent la planète, quel que soit leur nombre. L'habitent-ils de façon harmonieuse, raisonnable et

responsable, ou plutôt d'une manière abusive, prédatrice et destructrice ? La réponse est que l'humanité, en particulier dans les pays riches, habite la planète de façon de plus en plus prédatrice. Cela est vrai notamment dans l'agriculture mondialisée, l'une des grandes responsables de la détérioration de la biosphère et des bouleversements climatiques, de même que de la destruction de la petite agriculture familiale appauvrissant les campagnes et contribuant à l'exode vers les villes. L'agriculture industrielle, aujourd'hui largement entre les mains des multinationales de l'agroalimentaire, produit trop et mal, notamment en externalisant et en socialisant les coûts et les risques écologiques. Le bluff qui consiste à affirmer que l'on doit mettre en culture une part croissante de la planète, notamment en la déboisant davantage, n'est que cela, un bluff, par ailleurs fort coûteux. Le problème n'est pas le manque de nourriture, mais la distribution inégale tant de sa production que de sa consommation. L'agriculture mondialisée, source de gigantesques profits, produit déjà assez de nourriture pour nourrir plus de dix milliards de personnes. Pour de multiples raisons et de multiples façons nous gaspillons au moins le tiers de la production alimentaire mondiale, une production elle-même

fort mal répartie au plan géographique, si mal qu'on en arrive à créer de véritables déserts alimentaires⁶.

Les États et les collectivités ont non seulement l'obligation morale de protéger des intérêts aussi universels, mais c'est tout à leur avantage de le faire. Ils ne devraient pas être dupes du faux dilemme suivant : ou bien l'écologie, ou bien l'économie. Si on pense que le moteur de l'économie est l'intérêt individuel, il serait aisé de conclure qu'elle ne serait pas compatible avec la recherche de l'intérêt collectif que traduit l'écologie. Il n'en est rien. En effet, c'est parce qu'intérêt privé et intérêt collectif peuvent coïncider que le progrès économique n'a pas à se réaliser au détriment de l'écologie, de même que l'écologie n'est pas inéluctablement un frein à la prospérité ou au système économique. C'est ainsi, par exemple, qu'en investissant dans les technologies vertes et en finançant massivement la recherche d'énergies alternatives, on servirait le bien de chaque personne.

Comme le fait remarquer Vittorio Hösle, il serait dangereux d'abandonner l'intérêt personnel qui est

6. Rodolphe De Koninck, « Comment et pourquoi les riches détruisent la planète et nous incitent à les imiter », dans Actes du colloque *La responsabilité de protéger. Écologie et dignité*, Québec, Presses de l'Université Laval, à paraître.

le moteur principal de l'action. Aussi, pour que celui-ci ne se réduise pas à l'égoïsme dans une économie laissée à elle-même, Hösle précise-t-il à juste titre qu'il est crucial de lui poser des limites et des règles: « Seule l'application conséquente du principe pollueur-payeur est compatible avec l'idéal d'autonomie qui est au fondement du capitalisme: celui qui dégrade ou surexploite l'environnement doit en payer le prix⁷. » Il est clair qu'en pareille perspective, l'économie et l'écologie peuvent œuvrer de pair dans la recherche du bien commun⁸.

La beauté qui nous est confiée

Il y va de la beauté du monde visible, dont la reconnaissance préserve la possibilité de l'émerveillement devant la nature, la découverte de sa fabuleuse organisation, source de joie universelle en tout temps et en tout lieu, que manifeste le processus immémorial de la civilisation, inspirant l'art et la créativité, les sciences et les cultures. La recherche de cette beauté témoigne de l'appartenance de l'être

7. Vittorio Hösle, *Philosophie de la crise écologique*, traduction et notes de Matthieu Dumont avec la collaboration de Danic Parenteau, Paris, Petite Bibliothèque Payot, 2011, p. 147.

8. Les travaux des deux derniers récipiendaires du prix Nobel d'économie, Paul Romer et William Nordhaus, semblent aller tout à fait en ce sens.

humain à ce monde dont il se réjouit, mais aussi de sa capacité « de servir un autre type de beauté : la qualité de vie des personnes, leur adaptation à l'environnement, la rencontre et l'aide mutuelle » en intégrant cette beauté jusqu'à l'urbanisme et à l'architecture⁹, sans parler de son désir de voir au-delà et de trouver du sens à l'existence. Enfin, elle ouvre le regard sur la nature non exploitée qui sauve l'équilibre de la planète, contrairement à la conception étroitement utilitariste de l'exploitation qui réduit l'humanité et l'environnement au statut de moyen.

*Le crime de la nouvelle ignorance*¹⁰

Depuis un demi-siècle, la température augmente rapidement, les glaces fondent, les océans sont pollués, la transformation irréversible du sol, des côtes, des mers, tout cela entraîne des conséquences sur la vie quotidienne des peuples, sur leurs cultures et l'équilibre de leur vie sociale, sur la faune et la flore. Les projections pour l'avenir proche annoncent des effets – entre autres des conflits

9. Cf. Pape François, Encyclique *Loué sois-tu*, Bayard Éditions, Mame, Éditions du Cerf, 2015, § 45, 150, 151.

10. Cf. Thomas De Koninck, *La nouvelle ignorance et le problème de la culture*, Paris, Presses Universitaires de France, 2000 et 2001, disponible sur Internet parmi Les Classiques des sciences sociales; et le beau livre d'Edgar Morin, *Connaissance, ignorance, mystère*, Paris, Fayard, 2017.

inter- ou intraétatiques pour l'eau, des migrations climatiques – qui menacent la sécurité collective et la paix internationale. Selon une estimation de 2018 par la Banque mondiale, la migration attendue au cours des prochaines décennies en raison de dérèglements climatiques, comme la sécheresse et la montée des océans, pourrait concerner 143 millions de personnes d'ici 2050.

Or la nouvelle ignorance, obsédée par le court terme et l'immédiat, la consommation débridée et la fuite en avant de la production industrielle, ignore, en son double sens, involontairement et volontairement, cette situation nouvelle et son caractère global. Ainsi des climato sceptiques nient la part déterminante d'origine humaine dans ces phénomènes qui proviendraient selon eux de l'activité solaire et de cycles de la nature qui nous échappent. Pourtant, les rapports scientifiques indépendants attestent que l'augmentation actuelle des perturbations climatiques et leurs conséquences sur la nature et les êtres vivants demeure largement due à la production de CO₂ (émanant du charbon, du pétrole et du gaz naturel) par les activités humaines. Dans le passé, les perturbations climatiques ont été causées par des phénomènes naturels tels que les éruptions volcaniques et les changements de l'orbite terrestre.

Il importe de souligner le caractère essentiellement idéologique des raisons qui soutiennent les thèses climatosceptiques. Tout en refusant les faits établis par le consensus scientifique, le désir de détourner le regard de la réalité motive un discours justifiant sa déformation par l'obsession de la rentabilité économique à court terme, dont la vision, focalisée sur l'immédiat, donne l'impression qu'il n'y a rien à faire dans le temps présent pour changer la situation. Cela dit, le climato scepticisme n'est pas uniquement présent chez les grands de l'industrie et de la finance. Plusieurs études ont montré que c'est malheureusement un phénomène qui touche maintenant plusieurs couches de la société, essentiellement manipulées, certes, par ces derniers, par l'entremise des médias qu'ils contrôlent¹¹.

Pourtant, ce qui n'a que l'apparence du lointain a néanmoins besoin de notre attention et de nos soins immédiats ! L'urgence de la situation ne nous permet pas de rester ainsi volontairement myopes. Malgré des sirènes électorales et des opiums publicitaires visant à rassurer la population et à l'enfermer dans une vision déformée du réel, malgré la

11. Cf. James Painter et Neil T. Gavin, « Climate skepticism in British newspapers, 2007-2011 », *Environmental Communication*, vol. 10, n° 4, 2016, p. 432-452, DOI:10.1080/17524032.2014.995193.

crédulité dérisoire à l'égard de « faits alternatifs », les discours doubles sont trompeurs : il n'y a pas de conception « alternative » et pas de planète de rechange. De même, la confiance aveugle en nos capacités technologiques pour trouver demain une solution aux problèmes qui seront à nos portes – qu'ils ont en réalité déjà franchies – ne peut aboutir qu'à des impasses ; l'expérience montre assez que les seules solutions techniques engendrent trop souvent d'autres difficultés sans remédier aux problèmes¹².

Les négations des sceptiques servent l'idéologie du marché. La primauté de l'offre commerciale évite toute analyse des besoins et réduit la demande aux besoins solvables (avec l'obsolescence programmée, un gaspillage organisé et encouragé, la surconsommation, la suffocation sous des déchets non dégradables...). Il ne faut pas non plus passer sous silence le rôle que jouent celles et ceux qui bénéficient de la structure actuelle de l'économie. Les plus fortunés ont tout avantage à ce qu'on relativise les effets produits sur la planète par les dérèglements climatiques afin de permettre la poursuite du mode indé-

12. Cf., en ce sens, Dominic Lenzi, William F. Lamb, Jérôme Hilaire, Martin Kowarsch, Jan C. Minx, J. H. and J. C. M., « Weigh the ethics of plans to mop up carbon dioxide », in *Nature*, vol. 561, no. 7723, 20 September 2018, pp. 303-305.

fini de consommation sans inquiéter l'opinion publique. Nous considérons comme *une attitude criminelle envers l'humanité* la négation des constats effectués par les scientifiques et le refus de dirigeants politiques d'adopter des mesures recommandées par la COP21 pour protéger la planète des conséquences de l'accélération du réchauffement climatique. Ici encore, toutefois, il ne faut pas non plus ignorer la montée du climato scepticisme en d'autres couches de la société. Le fait qu'elles soient sans contredit influencées et manipulées par les industriels et le monde financier n'excuse personne¹³.

Au risque de nous répéter, il faut déplorer, en outre, le mépris des climato sceptiques à l'égard d'une convergence multilatérale aussi imposante que celle de tous les États du monde, marquée par la COP21. C'est pourtant là qu'a pu se constater une première fois l'unité du genre humain en son expression nouvelle et unanime, et où l'humanité tout entière fut appelée à prendre des décisions en faveur du bien commun universel.

13. Cf. Stuart Capstick, Lorraine Whitmarsh, Wouter Poortinga, Nick Pidgeon et Paul Upham, « International trends in public perceptions of climate change over the past quarter century », *Wiley Interdisciplinary Review: Climate Change*; et Smith_et_al_2012_Risk Analysis.

Cette ignorance de la réalité et cette méconnaissance de notre responsabilité constituent en fait un crime contre les générations à venir alors que l'humanité a la capacité distinctive « de ne pas jouir simplement de l'instant présent, mais de rendre présent le temps à venir, fût-il très éloigné¹⁴ ». Il en va du droit à l'existence et à une vie pleinement humaine de celles et de ceux qui n'ont pas encore de voix.

14. Emmanuel Kant, « Conjectures sur le commencement de l'histoire humaine », traduction de Luc Ferry et Heinz Wismann, dans *Œuvres philosophiques II*, Paris, Gallimard, Bibliothèque de la Pléiade, 1985, p. 508.

II

Propositions pour une « riposte efficace et progressive »

La vision de l'intérêt universel appelle une stratégie globale et préventive visant à la protection de la planète, sous diverses formes, en plusieurs domaines et à tous les niveaux, dans les sphères de l'activité sociale et politique.

Cette stratégie, fondée sur la solidarité entre l'humain et la nature, et entre les espèces, doit tenir compte de la temporalité : éviter l'anéantissement irréversible (des humains, des cultures et des langues, de la nature) qui menace l'avenir ; et réciproquement, veiller à ce que la seule considération de l'avenir ne bloque pas *a priori* les mesures d'urgence pour le temps présent. Elle doit pénétrer toutes les sphères de la société, impliquer les groupes et les personnes, convaincre les sphères

décisionnelles du rôle international de la Cité, par une négociation permanente qui donne lieu à des mesures à adopter dans tous les domaines de la vie individuelle et sociale, nationale et internationale.

Ainsi, parmi d'autres propositions, pourraient être envisagées les mesures suivantes :

Mesures politiques

1. S'assurer que l'Accord de Paris soit bien appliqué par chacune de nos diplomaties. C'est le rôle du « Comité d'experts » mais aussi celui de la « veille » de chaque « société civile » et de ses élus de contrôler la mise en œuvre de ce qui a été décidé par la planète entière dans le moment historique de ce traité.

Ce contrôle est doublement essentiel – d'abord pour le principe : il y va de la *crédibilité et de la respectabilité des États (Pacta sunt servanda)* et des liens de *confiance* entre eux (impératif rappelé dans le préambule de la Charte des Nations unies) et, plus largement, de l'avenir de tout le système international que les États ont constitué depuis les traités de Westphalie il y a plus de trois siècles et après chacune des deux guerres mondiales du XX^e siècle. Le respect des traités et de leurs promesses est la seule façon de *parer à l'imprévisibilité de l'avenir* dont nous redoutons

l'incertitude – et dont nos centres de prospective (*think tanks*) analysent les scénarios – en fixant des lignes et des conditions reconnues, sur lesquelles on peut fonder l'action à entreprendre.

2. Proposer que chaque État inscrive le principe de protection de l'environnement dans sa propre constitution.
3. À l'ONU, faire retenir le principe de protection de l'environnement comme une norme à des fins humanitaires, au nom du caractère impératif des normes du droit international pour la protection de la personne humaine, par référence aux conventions de Genève (1949).
4. Préciser le droit des réfugiés afin qu'il reconnaisse et intègre la migration climatique.
5. Permettre que le cas d'un État qui viole ses engagements puisse être évoqué devant la juridiction de son pays, voire par la Cour internationale de justice des Nations Unies.
6. Convaincre chaque État partenaire d'évoquer systématiquement les questions relatives à la préservation de l'environnement lors des négociations diplomatiques concernant d'autres affaires (notamment économiques, financières,

sécuritaires...), de même que sont évoquées à cette occasion, par les diplomaties de plusieurs de nos pays, des questions relatives aux droits de l'homme ; et que les ententes conclues en des domaines connexes comportent des clauses favorisant le respect de l'environnement.

7. Développer des programmes de coopération scientifique et technique internationale en faveur de la protection de l'environnement.

Mesures dans la vie économique et sociale

8. Mettre en valeur, par les canaux du patronat, des syndicats et des associations professionnelles, la responsabilité sociale de l'entreprise en matière d'environnement dans l'organisation du travail, dans l'usage des énergies, dans l'économie des moyens de fonctionnement, etc.
9. Encourager et valoriser les productions du « commerce équitable » dans les grands groupes commerciaux.
10. Favoriser des publicités mettant en relief le respect des ressources naturelles (esthétique de la nature, santé alimentaire, vulgarisations scientifiques) et inversement, susciter un regard critique sur celles qui visent à stimuler la

consommation sans considération de l'environnement. Encourager les municipalités à prôner le respect de l'environnement dans les panneaux publicitaires apposés sur leurs murs, dans les transports, etc.

Mesures dans la vie politique locale

11. Soutenir les initiatives écologiques des villes et des régions en ce qui a trait aux transports collectifs, aux circuits courts d'approvisionnement, à la réduction des déchets, à la création d'espaces verts, aux plans d'urbanisme intégrant des lieux de nature; désigner ou élire un représentant de l'environnement dans les conseils municipaux et les institutions sociales.
12. Éveiller l'attention des partis politiques à donner toute la place qui leur revient à ces préoccupations dans leur programme.
13. À la veille d'élections, et en cours de mandat, demander aux responsables politiques de mettre l'accent sur les économies d'énergie (isolation des logements, pédagogie auprès des citoyens, transport par voie ferrée, voie navigable...) et les énergies renouvelables: différentiels de chaleur,

biomasse, méthanisation, hydraulique ; aussi les énergies intermittentes (vent, soleil) dans la mesure où leur bilan énergétique est positif et où elles ne dégradent pas les paysages et le cadre de vie des habitants. Il convient en outre de souligner à quel point elles sont créatrices d'emplois (techniciens, ingénieurs, constructeurs, etc.).

Mesures dans l'éducation

14. Faire en sorte que le ministère de l'Éducation de chaque gouvernement inscrive l'étude et la protection de l'environnement dans les programmes officiels de toutes les disciplines enseignées (diverses sciences, littérature, arts...) et veille à sa présentation dans les enseignements à tous les niveaux de l'éducation ; que la formation des enseignants en tienne compte ; que les manuels d'enseignement lui réservent une place systématique.
15. Générer un état d'esprit visant à un respect spontané de la nature vivante, en suscitant la vigilance pour ses manifestations, grâce à des mesures adaptées : sensibiliser les enfants aux merveilles esthétiques et à la connaissance de l'organisation de la nature, sur le terrain ; travaux pratiques, réussites valorisées données

en exemple, comparaisons avec des réalisations à l'étranger, etc.

16. Engager les États, à commencer par les plus industrialisés, à accorder toute la priorité qu'il mérite au financement de la recherche globale sur l'environnement, mais avant tout à la recherche sur les énergies nouvelles et renouvelables. La recherche sur l'adaptation aux perturbations inévitables (et actuelles) est également urgente.
17. Rebâtir les ponts où pourront s'effectuer les échanges qui permettront de s'ouvrir à la perspective et à la sagesse des autochtones, en aménageant des espaces adéquats pour que leurs voix puissent vraiment se faire entendre.
18. Quoi qu'il en soit, la solution passe avant tout par l'éducation. La citation suivante résume éloquemment tout l'essentiel :

La tâche qui consiste à remettre en question le projet arrogant, à vrai dire prométhéen, visant à dominer et à soumettre la nature jusqu'à vouloir la remplacer, est immense. L'est tout autant celle de proposer des alternatives crédibles.

Chose certaine, ces deux tâches doivent s'appuyer d'abord et avant tout sur l'éducation, conçue dans toute sa plénitude. On doit avoir

l'audace et l'intelligence de croire à l'éducation, à son immense pouvoir de renversement de l'ignorance, que celle-ci soit volontaire et/ou imposée. Cette éducation s'adresse à tous les citoyens, de façon adaptée, tant à la maison et au sein des familles qu'à l'école, au collège et à l'université, y compris sous sa forme permanente. Quelles que soient les méthodes utilisées, elles doivent avoir en commun la promotion de la connaissance, celle tant des personnes que de la nature. Il n'y a pas un enfant au monde qui ne saurait être curieux à l'endroit des secrets de la nature et éveillé à la responsabilité de prendre celle-ci en amitié et de la respecter, elle et tous ses habitants, les humains compris ! Ne peut en résulter que la formation de citoyens conscients et responsables, donc épris de règles de conduite respectueuses et dignes à l'endroit de l'écoumène tout entier, sans distinction de classe ou d'espèce ! Seuls de tels citoyens peuvent être en mesure d'exiger de ceux qui représentent l'État, légifèrent et réglementent, qu'ils fassent de même, sous peine d'expulsion et de remplacement ! Sauf à choisir de capituler, la tâche, on l'a dit, est donc immense¹⁵.

Cela étant, on ne saurait trop faire confiance à la générosité et à la créativité des jeunes.

15. Rodolphe De Koninck, *op. cit.*, à paraître.

Conclusion

En un mot, la beauté qui oblige ne se limite pas à la beauté de la nature, mais décrit bien plus encore la beauté des actions visant à la sauver. La beauté en question est la beauté dite morale dont relève notre responsabilité de protéger. Il n'est pas excessif d'affirmer que le défi écologique répond de manière unique à la quête d'idéal, bref de beauté morale, si essentielle à la jeunesse, mais aussi à la société tout entière.

Or, au sommet du social et du politique, de l'éthique bien comprise, se découvre l'amitié. L'amitié ressortit plus que la justice même à l'éthique, remarquait déjà Aristote. « Quand les hommes sont amis il n'y a plus besoin de justice, écrit-il, tandis que s'ils se contentent d'être justes ils ont en outre besoin d'amitié, et la plus haute expression de la justice est, dans l'opinion générale, de la nature de l'amitié. » Bien plus que nécessaire, l'amitié est donc en outre avant tout quelque chose de noble et de

beau (*kalon*), à tel point que pour certains « un homme bon et un véritable ami » ne font qu'un¹⁶. Or une des plus hautes manifestations de l'amitié est le don. *Nous en appelons* dès lors à la générosité des plus riches parmi nous, millionnaires sinon milliardaires, pour qu'ils acceptent de mettre une part de leur fortune au service du bien commun, en visant tout spécialement le financement de la recherche de pointe sur les énergies nouvelles et renouvelables, de même que sur l'adaptation aux perturbations inévitables et actuelles. On ne saurait exagérer la grandeur du bien qui en résulterait.

16. Aristote, *Éthique à Nicomaque*, livre VIII, 1, 1155a, 26-31, traduction de Jules Tricot, Paris, Vrin, 1990.

Thomas De Koninck
Jean-François de Raymond

Beauty Obliges
Ecology and Dignity

Manifesto

With the collaboration of

Warwick Vincent, Marcel Babin, Rodolphe De Koninck,
Caroline Gravel, Stéphanie Grimard, Jean-Philippe Curodeau

Translated by Kathleen Hulley
and Donald Landes

“Poetically man dwells on this earth.”

(Dichterisch wohnet der Mensch auf dieser Erde)¹

1. Friedrich Hölderlin, “In Lovely Blue,” in *Hymns and Fragments*, trans. Richard Sieburth (Princeton: Princeton University Press, 1984), 249.

Table of Contents

I – The ecological crisis and the new ignorance	47
<i>Dignity</i>	50
<i>The beauty confided to us</i>	57
<i>The crime of the new ignorance.</i>	58
II – Propositions for an “effective and progressive response”	65
<i>Political measures.</i>	66
<i>Economic and social life.</i>	68
<i>Local, political life</i>	69
<i>Educational measures</i>	70
Conclusion.	73

I

The ecological crisis and the new ignorance

Are we sufficiently conscious of the unprecedented deterioration in the state of our shared home, made vulnerable by severe weather events, and of the “urgent and potentially irreversible threat to human societies and the planet,” whose consequences lead to insecurity, displacements, as well as permanent losses and prejudices, and which constitutes a “common concern of humankind”?¹ The pillaging of living resources, the loss of biodiversity, and the excessive domination of natural spaces (or ecosystems) are extremely serious issues. There is no longer any doubt that human beings are the principal cause of global warming,

1. United Nations, Framework Convention on Climate Change, “Decisions Adopted by the Conference of the Parties: 1/CP.21 Adoption of the Paris Agreement,” FCCC/CP/2015/10/Add.1 (Jan. 29, 2016), <https://unfccc.int/sites/default/files/resource/docs/2015/cop21/eng/10a01.pdf>.

particularly since the industrial revolution. We must also note that, since the beginning of the 21st century, humanity has continued to pollute more than ever – a fact established by the *Groupe d’experts intergouvernemental sur l’évolution du climat* (GIEC) and that has alarmed more than 15,000 scientists from 184 countries who have signed the article “Warning to Humanity from Scientists Around the World,” published in the December 2017 issue of *BioScience*.² It is worth noting that their warning echoes another one, published some twenty-five years earlier, in 1992, that included the signatures of a majority of the then-living Nobel Peace Prize laureates.

For the first time in history, an accord was able to garner unanimous global support (prior to the recent defection of the United States): during the 21st meeting of the *Conference of the Parties* (COP21), under the auspices of the UN and held in Paris in December 2015, all countries, or “all parties,” and no longer only the industrialized countries, committed to policies to fight climate change. COP21 marked an historical, multilateral coming together of the Nations of the world. The decision adopted was to limit the rise in temperatures to less

2. Christopher Ripple, *ET. al.*, “World Scientists’ Warning to Humanity: A Second Notice,” *BioScience* 67, no. 12 (December 2017): 1026–28.

than 2 degrees Celsius, a critical threshold, and to achieve an equilibrium between emissions caused by human activities and those absorbed by carbon sinks: forests, oceans, or CO₂ capture technologies. Oceans, in particular, are major carbon sinks for the planet, and above all in the frigid polar waters in which CO₂ is more soluble – though this is less and less the case given the acidification of oceans caused by CO₂.

The time has come for action. Two facts especially call for Canada and its institutions to watch over the survival of the planet and to act as a sentry for all of humanity – and this was what inspired us to hold a large international and transdisciplinary conference at Université Laval in Autumn 2017, the *Proceedings* of which will be published next spring. The two facts in question are the following: (A) Canada’s major contribution toward the 2005 adoption by the United Nations General Assembly of the principle of the “Responsibility to protect” as a foundation for collective action; (B) Canada’s geographically privileged location on the front lines of the Northern Zone. This zone is particularly impacted by the consequences of climate change and by the melting of ice, especially in terms of human life, animal life, vegetal life, and microbial life (by which we must understand microbes and

their activities – the earth’s microbiome – our planetary support system, including the marine food chain that serves as its foundation). Moreover, it has been established that global warming caused by greenhouse gases is amplified at the highest Nordic latitudes. It is thus hardly surprising that studying the North allows us to better anticipate what is in store for the rest of the planet.

Dignity

We propose the notion of “dignity” as a new paradigm for thinking about, orienting, and motivating actions that aim to preserve our global ecosystems and to improve the human relations involved therein, since dignity is the fundamental cause of every act of humanitarian aid and respecting the “dignity inherent in every member of the human family” – to recall the *Universal Declaration of Human Rights* of 1948 – requires that we also respect our *oikos* (our “abode”), to which the word “ecology” refers, that is, our “shared home.” We must also become even more aware of our dignity as free agents, in virtue of which we must answer for our choices and our actions. Our choices and actions have repercussions for nature as much as they do for other persons, but above all they impact the

Indigenous peoples of Northern Canada, who are the ones most directly exposed to the serious degradation taking place. Moreover, we dare to believe that the wisdom of the Indigenous peoples – a wisdom that bears witness to the dignity of nature itself – invites us to redefine the relation of humanity to its environment and to go beyond the all-too-often dominant technocratic paradigm that supports a utopic vision of immediate gratification. Here we discover three distinct meanings of “dignity”: the dignity of the other person “by the simple fact that she or he is a human being” (Ricœur)³; the dignity of free agents; and the dignity of nature.

Immanuel Kant offers what is perhaps the best modern definition of dignity, when he explains, for example:

-
3. Paul Ricœur, “Pour l’être humain du seul fait qu’il est humain,” in *Les enjeux des droits de l’homme*, ed. Jean-François de Raymond (Paris: Larousse, 1988), 235–36. It concerns, adds Ricœur, “a requirement older than any philosophical formulation.” See Thomas De Koninck, *De la dignité humaine* (Paris: Presses Universitaires de France, 1995); reprinted as part of the Quadrige collection in 2002; available online via the *Les Classiques des sciences sociales*. In addition, see: Thomas De Koninck and Gilbert Larochelle, eds. *La dignité humaine: Philosophie, Droit, Politique, Économie, Médecine*, Débats philosophiques (Paris: Presses Universitaires de France, 2005).

[T]hat which constitutes the condition under which alone something can be an end in itself does not have merely a relative worth, i.e., a price, but rather an inner worth, i.e., dignity. [...] [R]ational beings, by contrast, are called persons, because their nature already marks them out as ends in themselves, i.e., as something that may not be used merely as means, hence to that extent limits all arbitrary choice (and is an object of respect). These are not merely subjective ends whose existence as effect of our action has a worth for us; but rather objective ends, i.e., things whose existence in itself is an end, and specifically an end such that no other end can be set in place of it...⁴

Here we see how Kant vigorously and justifiably rejects the move that reduces something to the status of a means. This surely applies first and foremost to the human being, but also clearly to everything that is worthy of respect, nature included. In this way, dignity offers something like a horizon of convergence. It thereby seems to us that reevaluating the complex and evolving problems of the North in light of the demands of the principle of dignity allows for a better integration of knowledges and of conceivable solutions.

4. Immanuel Kant, *The Metaphysics of Morals*, ed. and trans. Allen W. Wood (New Haven and London: Yale University Press, 2002), 45–46 [AK 4.434–35].

The challenge that we have to overcome – and like so many others, more urgently today than ever – is *complex*. In other words, it is *concrete*, a word whose etymology is revealing: *concreescere* signifies “growing together.” The “concrete” tree cannot be reduced to the trunk, the branches, and the leaves, but rather equally includes the sap, the water, the light, its growth, its solidarity with the forest, and so on. To consider one or only a few of these aspects in isolation is both abstract and fallacious. The error that must be avoided, here again, is above all the one so admirably denounced by the great Anglo-American philosopher A. N. Whitehead, namely “The Fallacy of Misplaced Concreteness.”⁵

In other words, the challenge we face involves everything. As soon as one starts asking questions about the human being (for example, by poking around a research institution, such as a university, to find some answers), each discipline will, without exception, provide pieces of information essential to the understanding of the human being, but merely juxtaposing these pieces of information would be insufficient. A unifying principle is needed that would allow us to integrate them all. How are

5. See Alfred North Whitehead, *Science and the Modern World* (Cambridge: Cambridge University Press, 1926), 51.

we to avoid a simple juxtaposition or an endless atomization? Precisely by the unifying principle that we are proposing here: the principle of dignity.

In our capacity as academics and as researchers, as decision makers, as representatives of all ages, devoted as we are to the “responsibility to protect” that is at issue here, *we call* for all experts and all persons of good will to acknowledge this reality. It is urgent that we trigger a burst of energy and that we act immediately, here where we find ourselves, by adopting appropriate measures within our countries and within the international order to which we belong in order to redirect the course of this degradation and to assure dignity and security for all. *We call* for a long-term vision, whose scope extends to the planet as a whole, a vision that considers the right to life as an absolute obligation (Universal Declaration of Human Rights, 1948, Article 3). After all, what could be more universal than caring for the air and the water, for example?

We could not find a better summary of the current situation than the following passage:

Regardless of the size of the human population, the true problem lies in the way in which humans occupy the planet. Do they inhabit it in a harmonious way, a reasonable and responsible way? Or

rather in an abusive, predatory, and destructive manner? The answer is that humanity, particularly in the rich countries, inhabits the planet in an increasingly predatory fashion. This is particularly true when it comes to global agriculture, one of the biggest contributors to the deterioration of the biosphere and to climate upheavals, not to mention to the destruction of small family farming that impoverishes rural areas and contributes to the mass exodus toward cities. Industrial agriculture – today largely in the hands of the multinational food processing industry – produces too much and of poor quality, notably by externalizing and by transferring to the State the costs and the ecological risks. The bluff that consists in claiming that we must cultivate a growing proportion of the planet, notably by increasing the level of deforestation, is nothing but that, a bluff, and an extremely costly one at that. The problem is not a lack of food, but an unequal distribution of it, as much in terms of its production as in terms of its consumption. Globalized agriculture, a source of immense profits, already produces enough food to feed more than ten billion people. For multiple reasons and in multiple ways, we waste at least a third of the foodstuffs produced around the world, a production that itself is very poorly distributed at the geographical

level, so poorly, in fact, that we end up creating genuine food deserts.⁶

Nations and collectivities are not only obliged to protect such universal values as caring for others and the planet, but it is in fact to their advantage to do so. They must not be fooled by the false dichotomy: either ecology or economy. If one believes that individual interest is the engine of the economy, it would be easy to draw the conclusion that this would be incompatible with any search for collective interests, which is precisely the aim of ecology. But this is not the correct conclusion. In fact, it is precisely because private interest and collective interest can coincide that economic progress need not be accomplished to the detriment of ecology, and even that ecology is not necessarily a brake on prosperity or on the economic system. In this way, for example, investing in green technologies and *massively financing research into alternative energies* would in fact serve the good of each person.

As Vittorio Hösle has said, it would be dangerous to abandon personal interest, since this is the

6. Rodolphe De Koninck, “Comment et pourquoi les riches détruisent la planète et nous incitent à les imiter,” in *La responsabilité de protéger. Écologie et dignité*, Conference Proceedings (Québec: Presses de l’Université Laval, forthcoming).

primary motivation to action. Also, in order that personal interest not be reduced to a mere egoism in an economy left to its own devices, Hösle is right to specify that it is crucial to impose limits and rules upon personal interest: “Only the consistent application of the ‘polluter pays’ principle is compatible with the ideal of autonomy, which is the foundation of capitalism: he who destroys or who overexploits the environment must pay the price.”⁷ It is clear that from such a perspective, economics and ecology can work together toward the common good.⁸

The beauty confided to us

We have in mind the beauty of the visible world, the recognition of which preserves the possibility of wonder in the face of nature and the discovery of its miraculous organization as the source of a universal joy at all times and in all places: the beauty manifest in the immemorial progress of civilization that inspires art and creativity, sciences and cultures. The

7. Vittorio Hösle, *Philosophie de la crise écologique*, trans. and editorial notes by Matthieu Dumont with Danic Parenteau (Paris: Petite Bibliothèque Payot, 2011), 147.

8. The works of the last two winners of the Nobel Prize in Economics, Paul Romer et William Nordhaus, seem to go very much in that direction.

search for this beauty bears witness to the human being's belonging to the world that he or she celebrates. But it also reveals the human being's capacity "to contribute to another type of beauty: the quality of people's lives, their adaptation to the environment, the encounter and their mutual support" by infusing this beauty into architecture and the urban landscape, without even mentioning the human being's desire to see beyond and to find meaning in existence.⁹ Finally, this beauty opens our eyes to unexploited nature, namely that nature that maintains the equilibrium of the planet and that opposes the strictly utilitarian conception of economic activity [*l'exploitation*] that reduces both humanity and the environment to the status of a means.

*The crime of the new ignorance*¹⁰

For half a century, temperatures have been rapidly increasing, the ice has been melting, the oceans are now polluted, and there has been an irreversible transformation of the soil, the coast-

9. See Pope Francis, *Encyclical Letter Laudato SI' on the Environment*, <https://laudatosi.com> § 45, 150, 151.

10. See Thomas De Koninck, *La nouvelle ignorance et le problème de la culture* (Paris: Presses Universitaires de France, 2000 and 2001); available online via *Les Classiques des sciences sociales*; and the fine book by Edgar Morin, *Connaissance, ignorance, mystère* (Paris: Fayard, 2017).

lines, and the seas – all of this has massive consequences for the daily life of groups of people (for their cultures and for the balance in their social lives) and for the fauna and the flora. Predictions for the near future suggest myriad consequences – among others, intra or inter-state wars over water and massive climate migration – that threaten our collective security and international peace. According to a 2018 estimate by the World Bank, expected migration as the result of climate disturbances (such as droughts or the rise of ocean levels) could involve 143 million people between now and 2050.

And yet the new ignorance, obsessed by the short term and the immediate, by unrestrained consumption and the blind forging ahead of industrial production, ignores, in the double sense of the term, involuntarily and voluntarily, the new situation and its global character. Climate skeptics thus deny the crucial role that humans play in these phenomena, which according to them are rather the result of solar activity or some unknown cycles in nature. Nevertheless, independent scientific studies demonstrate that the current increase in severe weather events, and their consequences on nature and on living beings, remains largely the result of CO₂ (emanating from coal, oil, and gas) produced by human activities. In the past, severe weather

events were caused by natural phenomena, such as volcanic eruptions or changes in the earth's orbit.

It is important to emphasize the essentially ideological character of the reasons that support the claims of climate skeptics. At the same time as denying the facts established by scientific consensus, the desire to look away from reality motivates a discourse that justifies the distortion of reality through an obsession with short-term economic profit, and whose manner of seeing the world, focused as it is on the immediate, gives the impression that, at present, nothing can be done to change the situation. That said, climate skepticism is not only present among the large players of industry and finance. Several studies have shown that unfortunately it is a phenomenon that now affects several layers of society, layers that have of course essentially been manipulated by the large players of industry and finance via the media outlets that they control.¹¹

And yet that which might appear most distant nonetheless is in need of our immediate attention and care! The situation is too urgent for us to

11. See James Painter and Neil T. Gavin, "Climate Skepticism in British Newspapers, 2007–2011," *Environmental Communication* 10, no. 4 (2016): 432–52, doi:10.108017524032.2014.995193.

remain deliberately shortsighted in this way. Despite the electoral Sirens and the marketing distractions that seek to reassure the population and to enclose it within a distorted vision of reality, and despite the laughable credulity with regard to “alternative facts,” these forms of doublespeak aim to lead us astray. There is no “alternative” conception, and no replacement planet. Moreover, blind confidence in our technological capacities for finding a solution tomorrow for the problems that are knocking at our door – or that in reality have already come through the door – can do nothing but lead to dead ends: past experience shows well enough that mere technological solutions lead far too often to other difficulties, without actually solving the original problem.¹²

The climate skeptic’s denials serve the ideology of the free market. The privilege allotted to commercial supply escapes all analysis of needs and reduces demand to needs that can be monetized (as we see with planned obsolescence, an organized and even encouraged waste of resources, overconsumption, suffocation of the environment

12. Cf., along those lines, Dominic Lenzi, William F. Lamb, Jérôme Hilaire, Martin Kowarsch, Jan C. Minx, J. H. and J. C. M., “Weigh the ethics of plans to mop up carbon dioxide”, in *Nature*, vol. 561, no. 7723, 20 September 2018, p. 303-305.

under mountains of non-biodegradable garbage, and so on). And we cannot avoid mentioning those individuals who benefit from the current structure of the economy. The wealthiest have everything to gain from downplaying the effects of climate deregulation on the planet, since this allows them to pursue an indefinite consumption of resources without having to worry about public opinion. We consider the denial of scientific observations and the refusal of political leaders to adopt the policies recommended by COP21 to protect the planet from the consequences of the acceleration of global warming to be nothing short of a *criminal attitude toward humanity*. Here again, we must not ignore the rise of climate skepticism in other layers of society. The fact that these layers are clearly influenced and manipulated by industry and the financial world does not excuse anyone.¹³

At the risk of repeating ourselves, we must also condemn the contempt that climate skeptics show toward a multilateral convergence as imposing as that of the COP21 agreement, which involves all the Nations of the world. Nevertheless, it is here

13. See Stuart Capstick, *et al.*, Wiley Interdisciplinary Reviews: Climate Change, volume 6, Issue 4, 2015, page 435, and Smith_et_al_2012 Risk Analysis.

that one can see for the first time a new and unanimous expression of the unity of the human species, and where humanity as a whole is called to make decisions in favor of the universal common good.

Ignoring reality and failing to recognize our responsibility constitutes *a crime against future generations*, whereas humanity has the distinctive capacity of “not enjoying merely the present moment of life but of making present to oneself the coming, often very distant time.”¹⁴ The same holds true for the existence and for a fully dignified life for those individuals who do not yet have a voice.

14. Immanuel Kant, “Conjectural Beginning of Human History,” trans. Allen W. Wood, in *Anthropology, History, and Education*, ed. Günter Zöllner and Robert B. Louden (Cambridge: Cambridge University Press, 2007), 167 [AK 8.113].

II

Propositions for an “effective and progressive response”¹⁵

From the perspective of universal interest, we are called to develop a global preventative strategy – a strategy adopting various forms, across several domains, and at all levels – for the protection of the planet in the spheres of social and political activity.

This strategy, based on the solidarity between humans and nature, and the solidarity among species, must take temporality into account: it must avoid the irreversible annihilation (of humans, of cultures and languages, and of nature) that threatens the future; conversely, it must ensure that the mere taking into account of the future does not *a priori* block the

15. United Nations, Framework Convention on Climate Change, “1/CP.21 Adoption of the Paris Agreement,” 21.

urgent measures needed for the present. This strategy must penetrate all social spheres, involve groups and individuals, and convince the decision-making bodies of the international role of the entire political community, and it must do this through a continuous negotiation that will bring forth measures that will need to be adopted in all individual and social, national and international areas of life.

Thus, we can envision the following measures (among others):

Political measures

1. Ensure that the Paris Accord is actually implemented by each nation. It is the role of the “committee that shall be expert-based,”¹⁶ but also of the elected officials and others who “watch over” each “civil society,” to verify the implementation of what the entire planet decided upon at the historic moment of the signing of this treaty.

This verification is doubly essential: first, it is essential in principle, for it has to do with the *credibility and the respectability of Nations (Pacta sunt servanda)* and with the *trust* among them (an essential component

16. *Ibid.*, Article 15, paragraph 2.

that is referred to in the preamble to the United Nations Charter); second, and more broadly, it is essential to the future of the entire international system constituted by Nations since the Treaty of Westphalia more than three centuries ago and renewed after both World Wars in the 20th century. The respect for treaties and for the promises they contain is the only way of *overcoming the unpredictabilities of the future* whose uncertainty we dread – and whose scenarios our think tanks analyze. This is achieved by establishing known guidelines and conditions upon which we can base the action that must be undertaken.

2. Propose that each Nation include the principle of protecting the environment within their constitution.
3. Reinforce, at the United Nations, the principle of protecting the environment as a norm for humanitarian ends, in the name of the urgent character of norms of international law for the protection of the human person (in reference to the Geneva Convention of 1949).
4. Recognize and integrate climate migration within refugee law.
5. Allow for a Nation that violates its duties to be brought to stand trial before the courts of its

own country, or even before the International Court of Justice of the United Nations.

6. Convince each partner State to systematically invoke questions related to the preservation of the environment during diplomatic negotiations regarding other matters (notably economic, financial, security, etc.), in the same way that human rights are invoked during these sorts of negotiations by diplomats from many of our countries; and ensure that the agreements signed in related areas contain clauses that promote respect for the environment.
7. Develop international programs for scientific and technological cooperation that promote the protection of the environment.

Economic and social life

8. Promote the social responsibility that business has for the environment amongst employers, unions, and professional associations: in the organization of work, the use of energy, the economy of operational resources, and so on.
9. Encourage and promote within large commercial markets the products stemming from “fair trade.”

10. Privilege advertisements that promotes respect for natural resources (the aesthetic appreciation of nature, food security, popular scientific information) and, inversely, promote a critical engagement with advertisements that seek to spur consumption without any consideration for the environment. Encourage municipalities to advocate for the respect of the environment via advertisements hung on their walls, in public transit, and so on.

Local, political life

11. Support ecological initiatives in cities and regions with regard to public transit, to short circuits of supply, to the reduction of waste, to the creation of green spaces, and to urban planning that integrates nature. Designate or elect a representative for the environment on municipal councils and within social institutions.
12. Convince political parties to make room for these legitimate concerns within their platforms.
13. Insist that political leaders, during election campaigns and during their mandates, emphasize energy savings (e.g. home insulation, awareness-raising of citizens, prioritizing rail and waterways transport...) and renewable energy

sources: heat differentials, biomass, methanation, hydraulic power. Not to mention intermittent energies (wind, sun) insofar as their energy balance is positive and that they do not degrade landscapes nor the living environment of residents. One should further highlight their ability to create jobs (technicians, engineers, construction workers, etc.).

Educational measures

14. Demand that each Minister of Education (in every government) include environmental protection in the official curriculum of all educational disciplines (the various sciences, literature, the arts, and so on) and ensure that it is presented at all levels of education; demand that teachers' training programs take account of this. Require that environmental protection is sufficiently addressed in all teaching manuals.
15. Generate a cultural attitude aimed at an automatic respect for living nature by creating an awareness for its manifestations through appropriate measures: sensitizing children to the aesthetic wonders of nature and to the hands-on knowledge of its organization, practical assignments, valued success stories provided as

examples, comparisons with similar projects abroad, etc.

16. Require that Nations, beginning with the most industrialized, give all the priority needed to the financing of global research into the environment, but above all to research into new and renewable energies. Research into responses to inevitable (and ongoing) climate disturbances is equally urgent.
17. Rebuild the bridges that can enable dialogues that will allow for an opening up to the perspective and to the wisdom of Indigenous peoples, namely by creating adequate venues in which their voices can actually be heard.
18. In any event, the solution is above all to be found through education. The following citation eloquently summarizes what is essential here:

The task of questioning the arrogant (or better, the Promethean) project that aims to dominate and subjugate nature to the point of wanting to replace it is immense. So too is the task of proposing credible alternatives.

What is certain is that these two tasks must first and foremost rely upon education, in the fullest sense of the term. We must have the audacity and the intelligence to believe in education, in its

immense power for reversing ignorance, whether this ignorance be voluntary and/or imposed. This education is addressed to all citizens, adapted as need be, and it takes place as much in the home and at the heart of the family unit as it does in schools, colleges, and universities in a continuous way. Whatever the methods used, they should have in common the promotion of knowledge, as much of people as of nature. There is no child in the world who is not curious when it comes to the secrets of nature, no child not aware of the responsibility of engaging with nature – it and all its inhabitants, including humans! – through friendship and respect. This will inevitably lead to the creation of conscientious and responsible citizens, thereby passionate for the rules of respectful and dignified behavior toward the biosphere as a whole, undivided between classes and species! Only such citizens are capable of demanding that those who represent the State – who legislate and who regulate – do the same, under threat of expulsion and replacement. Unless we simply choose to give up, the task, as we have said, is immense.¹⁷

That being so, the generosity and creativity of youth must be given full sway.

17. Rodolphe De Koninck, “Comment et pourquoi les riches détruisent la planète et nous incitent à les imiter,” forthcoming.

Conclusion

In short, the beauty that obliges is not limited to the beauty of nature; rather, and to an even greater extent, it is found in the beauty of actions seeking to save nature. The beauty in question is a so-called moral beauty, which gives rise to our responsibility to protect. It is hardly hyperbolic to affirm that the ecological challenge responds, in a unique way, to the quest for the ideal, that is, for moral beauty, a quest so essential during our youth but also for society as a whole.

Moreover, at the heights of the social and of the political, at the heights of ethics properly understood, we find friendship. As Aristotle already stated, even more than justice itself, it is friendship that emerges from ethics. “[W]hen men are friends, they have no need of justice, while when they are just they need friendship as well, and the truest

form of justice is thought to be a friendly quality.”¹⁸ Much more than being necessary, friendship is therefore also something that is above all noble and beautiful (*kalon*), to the point that, for many, a “good man” and a “friend” are synonyms.¹⁹ Yet one of the highest manifestations of friendship is the gift. That being the case, *we thus call upon* the generosity of the wealthiest among us, millionaires as much as billionaires, to agree to redirect a part of their wealth to the service of the common good, by targeting in particular the funding of cutting-edge research into new and renewable energy sources, as well as research into responses to the inevitable and ongoing climate disturbances. One could not exaggerate the magnitude of good that would result from this.

18. Aristotle, *Nicomachean Ethics*, trans. W.D. Ross, rev. J.O. Urmson, in *The Complete Works of Aristotle*, II, ed. Jonathan Barnes (Princeton: Princeton University Press, 1984), 1155a26.

19. *Ibid.* 1155a26–31.

Beauté oblige

Nous *appelons* à une vision élargie à l'ensemble de la planète et au long terme, qui considère que le droit à la vie oblige absolument. La beauté qui oblige ne se limite pas à la beauté de la nature, mais décrit bien plus encore la beauté des actions visant à la sauver. La beauté en question est la beauté dite morale dont relève notre responsabilité de protéger.

Aussi, nous proposons la dignité à titre de nouveau paradigme pour penser, orienter et imprégner les actions visant à préserver les écosystèmes mondiaux et à assainir les relations humaines concernées, car la dignité est la cause la plus fondamentale de toute action d'aide et parce que le respect de « la dignité inhérente à tous les membres de la famille humaine », telle qu'elle est énoncée dans la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948, appelle au respect de notre *oikos* (« habitat ») auquel renvoie le mot « écologie », bref de notre « maison commune ».



The French text is followed by its translation in English.

We propose the notion of “dignity” as a new paradigm for thinking about, orienting, and motivating actions that aim to preserve our global ecosystems and to improve the human relations involved therein.

Aussi en version numérique

Photographie de couverture :
Michel Thibert

